



Le territoire du Pays bellegardien face au changement climatique



Le changement climatique est le fait majeur du siècle qui impacte déjà et impactera davantage dans le futur notre environnement et nos modes de vie. Il concerne tous les domaines qui préoccupent les territoires au quotidien : l'habitat, la mobilité, la ressource en eau, l'énergie, la qualité de l'air, les déchets, l'activité économique, un cadre de vie sain et agréable pour tous. Cette production vise à mieux connaître et appréhender le territoire de l'Ain face au changement climatique au travers de l'analyse de différents critères, dans l'objectif de guider l'action des décideurs sur les territoires.

Vulnérabilité du territoire



Ancienneté du parc bâti

41 % du parc bâti antérieur à 1970

34,1 % en moyenne dans l'Ain



Risques naturels

77 % de la pop. concernée par un arrêté de catastrophe naturelle entre 2016 et 2020 (hors séisme)

50 % en moyenne dans l'Ain



Forêt

18 % des surfaces de forêt en épicéa ou sapin

12,5 % en moyenne dans l'Ain

Données INSEE 2018

Données arrêtés catastrophes naturelles 2016-2020

Données IGN / 2018

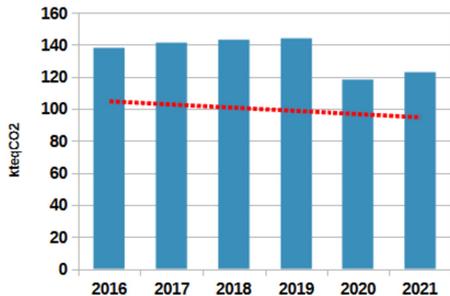
Le territoire de la communauté de communes du Pays Bellegardien possède une part de bâti ancien importante dans son parc de logements et la précarité énergétique y est plus élevée que celle du département (21,8 % contre 20,3 % pour l'Ain). Il présente une faible dépendance à la voiture individuelle à l'échelle du département : 63 % des actifs travaillent en dehors de leur commune de résidence et 19,5 % se déplacent autrement qu'en voiture.

Ces 5 dernières années, les trois quarts des habitants ont été concernés par un arrêté de catastrophe naturelle, mais la ressource en eau du territoire apparaît moyennement vulnérable au changement climatique ; 67 jours d'alerte sécheresse ont été recensés en moyenne par habitant chaque année contre 71 pour l'Ain. La proportion de forêt plantée en épicéas et sapins, essences particulièrement vulnérables au changement climatique, est importante.

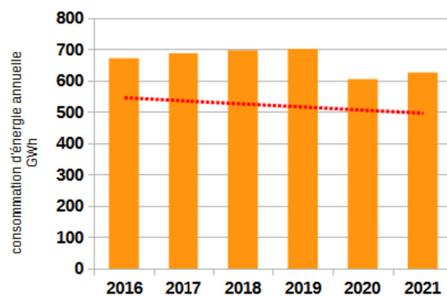
Dynamique du territoire

Gaz à effet de serre, consommation d'énergie et qualité de l'air

Évolution des émissions de gaz à effet de serre



Évolution de la consommation d'énergie finale



Évolution des émissions de polluants atmosphériques



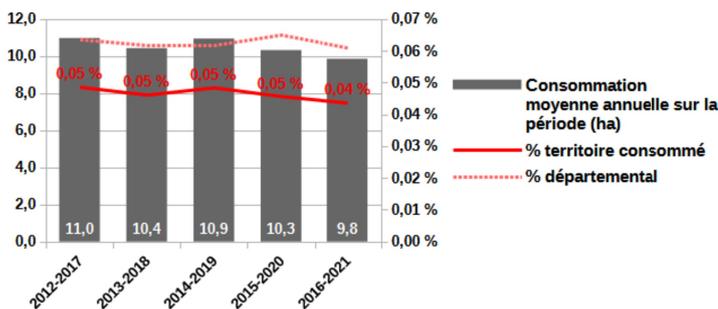
Données ORCAE 2016-2021 – les trajectoires de l'EPCI, représentées par la ligne rouge et les colonnes pâles, sont celles définies dans son PCAET – ADEME Territoires & Climat

Les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie sont sur ce territoire très fortement liées au trafic routier et dans une moindre mesure au secteur résidentiel. On observe une baisse très significative en 2020 sur ces deux volets, liée presque exclusivement au secteur des transports, avec un rebond en 2021, mais restant largement en-deçà des niveaux antérieurs. Cette baisse exceptionnelle permet de combler une partie de l'écart avec les trajectoires visées, mais ce dernier reste important.

Les émissions de polluants atmosphériques sont globalement en diminution et respectent les trajectoires visées

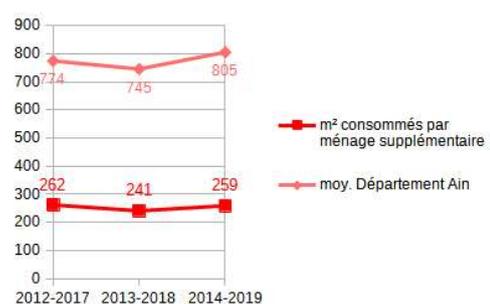
Consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Consommation foncière annuelle (moyenne lissée sur 5 ans)



Données observatoire national de l'artificialisation des sols (fichiers fonciers) 2012-2021 au 1^{er} janvier de chaque millésime

Consommation foncière moyenne par nouveau ménage sur 5 ans

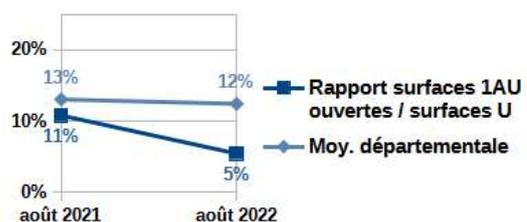


Données observatoire national de l'artificialisation des sols (fichiers fonciers) et INSEE 2012-2019 au 1^{er} janvier de chaque millésime

La consommation foncière annuelle est relativement faible et stable. Rapportée à l'évolution des ménages, elle est même fortement inférieure à la moyenne départementale, pour ce territoire de plus en plus sous influence de la métropole genevoise.

L'ouverture à l'urbanisation est très maîtrisée, avec une proportion de zones AU ouvertes par rapport aux zones U bien inférieure à celle du département en 2022 (5 % contre 12%), en évolution très favorable, et qui peut s'expliquer par l'approbation d'un PLUi fin 2021 sur ce territoire.

Proportion de zones AU ouvertes à l'urbanisation



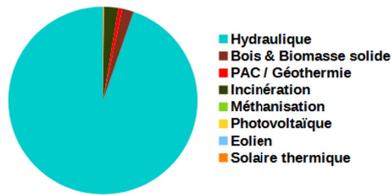
Données DDT01 2021-2022



Le territoire en action

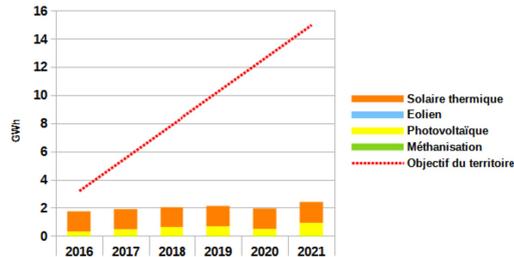
Production d'énergie renouvelable

Répartition de la production d'EnR par filière en 2021



Données ORCAE 2021

Évolution de la production pour 4 filières EnR en développement



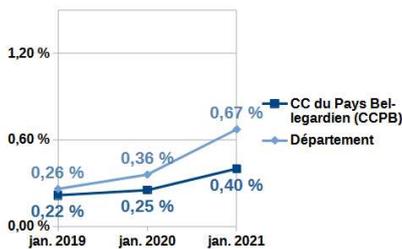
Données ORCAE 2016-2021 – la trajectoire de l'EPCI est celles définies dans son PCAET – ADEME Territoires & Climat

La production EnR est largement dominée par l'hydroélectricité, tandis que les nouvelles filières restent peu développées et la dynamique atone. Aucune unité de méthanisation n'existe sur ce territoire, mais le potentiel est faible (5 GWh). Le développement du photovoltaïque est largement inférieur à la moyenne de l'Ain (24 Kwh/hab/an contre 66).

La couverture de la consommation électrique par la production EnR localement injectée sur le réseau de distribution (38 % en 2020, 12 % en 2021) est fortement liée aux variations de la production hydroélectrique.

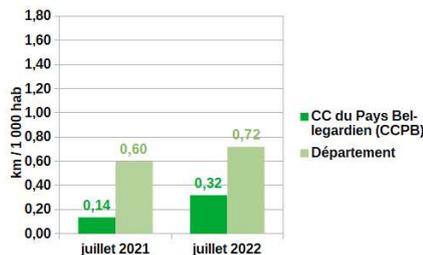
Développement de la mobilité durable

Part de véhicules propres



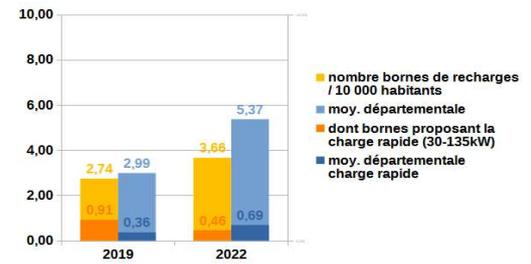
Données MTE-SDES 2019-2021

Infrastructures cyclables



Données OpenStreetMap-GeoVelo 2021-2022

Recharge électrique

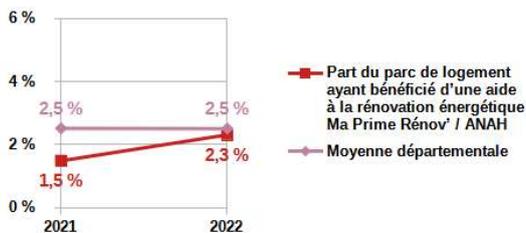


Données ChargeMap 2019, 2022

La mobilité durable est moyennement développée sur le territoire. La part de véhicule propre reste inférieure à celle du département et elle se développe plus lentement, ainsi que le taux de bornes de recharge électrique. On note même sur ce dernier indicateur une baisse du taux de recharge rapide sur ce territoire pourtant marqué par un transit élevé. Le taux d'infrastructures cyclables augmente mais reste faible sur ce territoire qui, bien que montagneux, comprend une agglomération importante.

Rénovation énergétique du bâti

Part du parc de logements ayant bénéficié des programmes nationaux d'aides

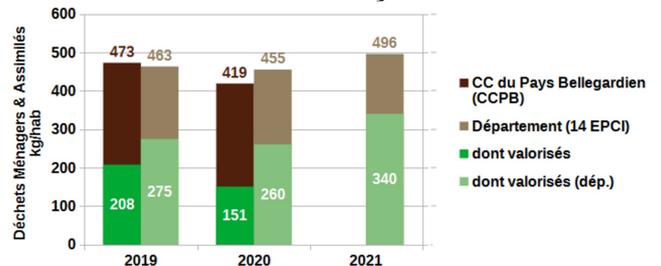


Données ANAH 2021

La dynamique de rénovation énergétique apparaît en nette hausse sur ce territoire qu'il s'agisse des aides financières au parc privé ou de l'accompagnement, mais reste en-dessous de la moyenne aindinoise. La part de bâti ancien dans le parc de logements est pourtant significativement élevée.

Économie circulaire

Part de déchets recyclés



Données SINOE 2019-2021 – certains millésimes peuvent être manquants

En l'absence de données sur 2021 ; l'évolution sur les deux années précédentes semble montrer une baisse du volume moyen global de déchets, restant inférieur en moyenne au département. La part de déchets recyclés se maintient cependant à un niveau très faible également.

Résilience du territoire

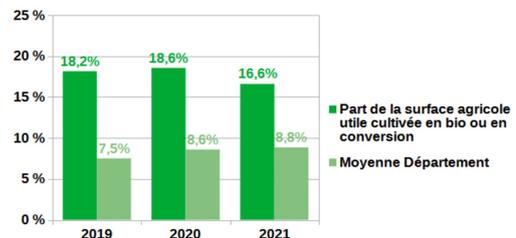
Séquestration carbone

259 Tonnes équivalent CO₂ stockées par hectare

217 en moyenne dans l'Ain

Données ORCAE 2018

Part de l'agriculture biologique

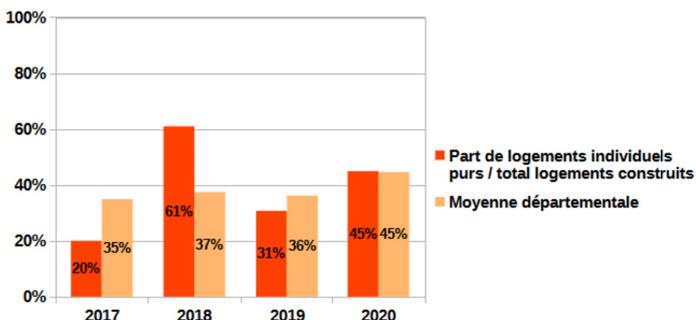


Données Agence bio 2019-2021

Le territoire étant couvert pour une bonne partie de forêts, la séquestration de carbone en moyenne est élevée. La part de financements de la PAC allouée aux pratiques agro-environnementales est très élevée au regard de la moyenne départementale, de même que le taux d'agriculture biologique ou en conversion malgré un infléchissement visible en 2021. Les données concernant la gestion de l'eau potable sont fortement incomplètes sur ce territoire et ne peuvent pas être représentatives.

Habitat et mode de vie

Part de logements individuels purs sur le nombre total de logements construits



Données Sitadel2 2017-2020

La part de logements individuels dans la production neuve varie fortement, néanmoins elle reste en moyenne sur les quatre années considérées similaire au niveau départemental ; elle est donc plutôt faible au vu du caractère assez rural du territoire. Cela traduit possiblement un effet de la pression foncière et démographique qui s'exerce sur l'agglomération valserhônnoise liée à l'influence genevoise, favorisant la production de logements collectifs.

Directeur de la publication :
Vincent PATRIARCA, directeur départemental des Territoires de l'Ain
Rédaction :
DDT de l'Ain – Service Connaissances, Études et Prospective
Date de publication : février 2023



<http://www.ain.gouv.fr/accompagnement-dans-la-transition-r1682.html>